



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



DECLARATION

DE MONSIEUR JEAN-PAUL NGOUPANDE

**MINISTRE D'ETAT AUX AFFAIRES ETRANGERES ,
A L'INTEGRATION REGIONALE ET A LA
FRANCOPHONIE**

***A LA SOIXANTIEME ASSEMBLEE GENERALE
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES***

NEW YORK, SEPTEMBRE 2005

MISSION PERMANENTE DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
AUPRES DES NATIONS UNIES
51 CLIFTON AVENUE • SUITE 2008 • NEWARK, NEW JERSEY 07104
TEL: (973) 482-9161 Fax: (973) 350-1174

Monsieur le Président,

Je voudrais tout d'abord vous exprimer, en mon nom personnel et au nom de la délégation que je conduis, mes sincères félicitations pour votre élection à la présidence de la soixantième session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies, tout en vous souhaitant plein succès dans l'accomplissement de votre importante mission.

Votre désignation à la direction de cette session est, bien sûr, la consécration de vos qualités personnelles et de votre expérience. Elle est aussi un hommage rendu à votre pays, la Suède, traditionnellement très engagée dans les actions onusiennes, et particulièrement l'aide au développement.

Je saisis cette occasion pour exprimer à l'endroit de votre prédécesseur, Son Excellence Monsieur Jean PING, Ministre d'Etat chargé des Affaires Etrangères du Gabon, ma profonde admiration pour l'énorme travail qu'il a abattu et les efforts considérables qu'il a fournis tout au long de son mandat en vue de la réussite de la réunion plénière de haut niveau qui s'est tenue la semaine dernière du 14 au 16 septembre 2005. Comme Africain et comme membre du Gouvernement d'un pays de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEMAC), je ne peux qu'en ressentir une grande et légitime fierté.

Monsieur le Président,

Il y a en effet quelques jours, l'Organisation des Nations Unies a vécu un événement politique majeur, comparable au Sommet du Millénaire qui avait mobilisé une forte participation des dirigeants du monde.

Nous avons tous en mémoire la proposition du Président de la soixantième session nous invitant à construire nos débats autour du thème : « Pour une Organisation des Nations Unies plus forte et plus efficace : suivi et mise en œuvre de la réunion de haut niveau de Septembre 2005 ».

Le vendredi 16 septembre, tard dans la soirée, un document de compromis a été adopté, un compromis acceptable du point de vue de ma délégation, même s'il ne répond pas à toutes les préoccupations exprimées dans le rapport courageux de notre Secrétaire Général. Certaines propositions fortes qu'il a avancées, notamment celles relatives à la nécessaire réforme de l'Organisation, nous paraissent conserver toute leur actualité, parce que c'est la prise en compte de ces propositions qui rendra l'ONU plus forte et plus efficace, en l'adaptant aux défis du XXI^e siècle.

En d'autres termes, la délégation centrafricaine est de l'avis de tous ceux qui estiment que le débat sur les réformes, notamment celle du Conseil de Sécurité, est loin d'être clos. Ce n'est pas seulement une question de justice pour tous ceux qui n'étaient pas présents au rendez-vous de San Francisco voici soixante ans, lorsque les organes actuels ont été mis en place. Le continent africain, qui n'a véritablement commencé à se faire entendre sur le plan international qu'à partir de 1960, réclame à juste titre une place plus équitable au sein du Conseil de Sécurité. La jeunesse africaine qui, soyons en assurés, suit les activités de l'ONU, a de plus en plus de mal à comprendre que notre continent soit le seul à ne pas disposer d'un siège permanent au sein de cet organe chargé de prendre les décisions les plus importantes concernant la paix et la sécurité dans le monde, y compris donc en Afrique.

Monsieur le Président,

Dans la Déclaration qu'il a faite à cette même tribune le jeudi 15 septembre 2005 dans le cadre des débats de la réunion plénière de haut niveau, Son Excellence Monsieur François BOZIZE, Président de la République centrafricaine, a souligné à quel point nous les petits pays en développement, surtout ceux qui ont vécu ou vivent des situations de conflits et de crises politiques majeures, avons besoin de l'ONU, d'une ONU forte et efficace.

L'histoire récente de notre pays montre à quel point la solidarité internationale, coordonnée par l'Organisation des Nations Unies et ses agences spécialisées, a pu nous aider à remonter la pente. Après presque une décennie d'évolution chaotique, le sursaut patriotique du 15 mars 2003 a permis de mettre en place une Transition consensuelle. Celle-ci a bénéficié du soutien, des conseils, de l'expertise et des concours financiers et matériels de tous nos partenaires extérieurs.

Pendant deux ans, nous avons été accompagnés par le Bureau d'Observation des Nations Unies en Centrafrique (BONUCA), le Programme des Nations Unies pour le Développement et d'autres agences spécialisées, associés à nos autres partenaires, bilatéraux et multilatéraux comme la France, la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, l'Union Européenne, et, bien sûr nos frères africains au premier rang desquels nous mentionnons les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) sous l'impulsion de notre Doyen, le Président gabonais El Hadj Omar BONGO ONDIMBA.

Le succès de notre Transition consensuelle est donc dans une large mesure celui de la solidarité internationale encouragée et mobilisée par l'ONU. Bien sûr, la volonté nationale, exprimée d'abord par les citoyens centrafricains de toutes conditions désirant ardemment la paix parce que fatigués des violences et du chaos, relayée ensuite par nos élites politiques et traduite en actions gouvernementales par le Président François BOZIZE, cette volonté nationale, dis-je, a été le facteur premier ayant permis l'issue heureuse de la Transition consensuelle et du processus électoral. En ce sens, c'est à juste titre que la communauté internationale unanime a salué la sagesse des Centrafricains, qui ont fait le choix du retour à la paix et à la concorde nationale.

Mais la solidarité internationale a été une condition nécessaire pour conduire à bon port la Transition consensuelle et le processus électoral. C'est pourquoi, au nom du Président François BOZIZE, du Gouvernement et du peuple centrafricain, je veux réitérer à tous ces partenaires l'expression de notre gratitude.

Monsieur le Président,

Comme l'a dit le Chef de l'Etat dans sa Déclaration du 15 septembre dernier, la République centrafricaine aborde maintenant une seconde étape du processus du retour à la paix et à la sécurité : c'est celle de la reconstruction ; un défi redoutable donc, dans un pays ruiné, en proie au chaos pendant de nombreuses années.

Nous, Centrafricains, sommes bien conscients de notre responsabilité première, de notre responsabilité collective en tant que nation, dans l'explosion du désastre vécu par notre pays. Ne serait-ce que pour cette raison, l'essentiel des efforts et des sacrifices à consentir pour cette reconstruction nous incombe. Nous en sommes pleinement persuadés.

Mais il est honnête de notre part d'avouer que face à l'immensité et à la complexité des efforts à accomplir pour cette reconstruction, le besoin de solidarité demeure grand. En disant cela, nous voulons simplement rappeler des précédents où la communauté internationale a compris que la meilleure façon d'éviter le retour en arrière, c'est d'accompagner fortement la reconstruction. La véritable victoire sur la violence et le désordre est acquise lorsque l'extrême misère, qui est la cause première des tensions génératrices des frustrations conduisant aux affrontements, commence véritablement à reculer.

Des élections réussies, et des institutions démocratiques qui commencent à fonctionner et qui s'efforcent de prendre à bras le corps les problèmes du pays, c'est certes une avancée importante sur le long et difficile chemin de la paix et de la stabilité. Mais tout cela demeure fondamentalement précaire tant que les attentes légitimes des populations et leurs aspirations à bénéficier elles aussi des dividendes de la paix ne sont pas satisfaites. Mais comment le seraient-elles dans le contexte d'un pays totalement exsangue, qui ne dispose même pas du minimum vital, à qui pourtant les donateurs exigent les mêmes conditions à remplir que des Etats fonctionnant normalement ? Par exemple, comment un pays émergeant péniblement d'une longue période de chaos peut trouver les ressources nécessaires pour

rembourser des dettes avant d'espérer pouvoir bénéficier de nouveaux concours financiers ?

Ces questions et quelques autres interpellent la responsabilité de la communauté internationale dans la gestion des sorties de crise. En d'autres termes, elles posent la question des voies et moyens pour consolider la paix au sortir d'une période de chaos afin d'éviter le risque du retour à la case départ. Le Secrétaire Général a très justement souligné ce point dans son rapport. Le Document adopté à la fin de la réunion plénière de haut niveau le mentionne également. C'est le signe qu'il y a une ambiguïté qui pèse sur la gestion des conflits, c'est celle qui consiste à lâcher le malade alors qu'il entame à peine sa convalescence, ce qui conduit le plus souvent à des rechutes.

L'appel pathétique du Président du Gouvernement fédéral de Transition de la Somalie lancé dans son Discours du Samedi 17 septembre à cette même tribune nous conforte, nous, Centrafricains, dans l'idée que la meilleure façon d'éviter les rechutes, qui sont évidemment coûteuses à gérer, c'est d'accompagner fortement la reconstruction.

Monsieur le Président,

A chaque fois qu'un pays plongé dans l'abîme commence à relever la tête, c'est une victoire pour l'ensemble de l'humanité, cette humanité qui ne saurait assister passivement à la noyade d'une partie d'elle-même, aussi petite soit-elle. Les sorties de crises sont sans doute un nouveau défi qui interpelle l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit des conditions à réunir pour qu'un pays qui entame un processus de retour à la paix et à la stabilité ne puisse replonger dans le chaos. La solution passe à notre avis par un élan supplémentaire de solidarité et de générosité de la part des partenaires au développement pour accompagner les efforts propres des pays convalescents.

Notre pays est convaincu que le retour durable de la paix passe par l'implication de toutes les couches de la population. La recherche de la paix et de la stabilité n'est pas seulement l'affaire des

professionnels de la politique. Bien entendu, il importe que ceux-ci se surpassent pour rechercher des compromis conformes à l'intérêt national, que dans tous les cas ils évitent la radicalisation des positions politiques afin de donner une chance à la paix. C'est ce comportement que les acteurs politiques centrafricains ont eu, et qui expliquent dans une large mesure l'issue pacifique de la Transition consensuelle et du processus électoral.

Mais cela ne suffit pas pour consolider la paix. Il faut que ceux qui payent au coût le plus élevé les turpitudes de la politique aient leur mot à dire. Jeunes, femmes, paysans, salariés urbains, opérateurs économiques privés, médias, il y a un grand intérêt à ce que tous soient étroitement associés aux efforts et aux actions visant à la consolidation de la paix.

C'est en ce sens qu'il convient de saluer le modèle offert par la concertation initiée par l'ONU sur la région des Grands Lacs. Cette concertation, qui réunit régulièrement les Chefs d'Etat et les ministres, mais aussi divers compartiments de la société civile, fait que le débat sur la recherche de la paix n'est pas l'apanage des seuls politiques. Cette initiative a par ailleurs le mérite d'associer plusieurs pays concernés de près ou de loin par le problème des Grands Lacs. En réalité, il n'y a aucune crise qui se limite à un seul pays, ne serait-ce que par ses effets directs ou indirects sur les voisins. C'est pourquoi il convient d'encourager et soutenir l'énorme travail abattu par le Professeur Ibrahima FALL.

Monsieur le Président,

En ce qui concerne la République centrafricaine, les priorités du Gouvernement de réconciliation nationale formé après les élections ont été clairement identifiées dans la Déclaration de Politique Générale présentée au début du mois d'août 2005 devant l'Assemblée Nationale par le Premier Ministre Elie DOTE. Trois points focaux en ressortent pour le court et moyen terme :

- le rétablissement de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national
- la maîtrise et la stabilisation des finances publiques
- l'assainissement et la relance des secteurs réels de l'économie nationale, mines, bois, productions agricoles et pastorales

S'agissant du premier point, il va de soi qu'aucun progrès n'est possible sans l'éradication de l'insécurité endémique entretenue par les bandes armées constituées principalement par les coupeurs de route. La restructuration déjà entamée des forces nationales de sécurité et de défense et leur équipement sont la première condition que le Gouvernement centrafricain s'efforce de réunir. La coopération sous-régionale est aussi un atout important, avec la présence active de la Force Multinationale de la CEMAC (FOMUC); avec aussi les opérations à leurs frontières communes des forces centrafricaines, camerounaises et tchadiennes en vue de neutraliser les bandes armées. En ce sens, il convient de saluer l'initiative prise par l'ONU à travers son Bureau en Centrafrique (BONUCA) d'organiser les 26 et 27 août dernier à Yaoundé, capitale du Cameroun, une réunion associant les responsables de la diplomatie et de la défense des trois pays. Il convient enfin de saluer la contribution de la France, qui apporte à la FOMUC un précieux soutien logistique.

En ce qui concerne les finances publiques, le Gouvernement a engagé depuis un mois une action vigoureuse de contrôle des effectifs de la fonction publique centrafricaine, contrôle qui a permis à ce jour de débusquer des fonctionnaires fictifs représentant 15% du total, ce qui permettra une meilleure maîtrise de la masse salariale. La lutte contre la corruption participe de cet effort d'amélioration des recettes. Nous espérons que nos partenaires des Institutions de Bretton Woods tiendront compte de cette volonté clairement affirmée de mettre de l'ordre et de la rigueur dans la gestion de nos finances publiques.

Le troisième défi à court terme est l'assainissement des secteurs productifs susceptibles de contribuer immédiatement à l'augmentation des ressources financières de l'Etat. C'est principalement le cas pour le bois et les diamants, deux secteurs actuellement gangrenés par la fraude. Pour les paysans centrafricains que la longue crise a plongés

dans le dénuement, il urge de relancer les productions pouvant leur fournir des revenus monétaires comme le coton, le café ou le tabac, ainsi que les cultures vivrières.

Monsieur le Président,

Par delà le court terme, les deux grands défis auxquels la République centrafricaine est confrontée sont ceux de la santé et de l'éducation. Cela renvoie globalement à la question des ressources humaines pour le développement centrafricain. Tout d'abord, la pandémie du VIH/SIDA et les autres maladies qui prospèrent dans le contexte de la longue crise et de la pauvreté qu'elle a engendrée (paludisme, tuberculose entre autres), ont saigné à blanc les capacités nationales. Des secteurs comme l'enseignement, l'agriculture, l'armée et la police sont véritablement sinistrés. La caractéristique particulièrement inquiétante de cette hémorragie est qu'elle frappe de plus en plus les femmes et les jeunes. Il y a en Centrafrique une urgence sanitaire pour laquelle nous sollicitons un renforcement des concours et des actions de la part de nos partenaires au développement.

Le secteur de l'éducation et de la formation est sans aucun doute l'une des principales victimes de la longue crise politico-militaire dont la RCA tente d'émerger. L'accumulation des années « blanches », la démotivation du personnel enseignant due aux retards de salaires, l'insuffisance de moyens financiers pour répondre à la demande éducative par la construction d'écoles et l'acquisition d'équipements adéquats, l'insécurité persistante dans certaines régions du pays pendant plusieurs années, tout cela a conduit à la chute vertigineuse de la qualité de l'enseignement et au recul du taux d'alphabétisation.

Remonter la pente nécessitera des mesures hardies et surtout des moyens financiers importants, à la hauteur de l'enjeu, tant il est vrai que l'éducation et la formation des hommes et des femmes conditionne le développement économique. Notre conviction profonde est que notre pays, et au demeurant la plupart des autres Etats d'Afrique subsaharienne, devront faire de cette première moitié du XXIe siècle l'occasion d'un nouveau départ de l'éducation en tant que

condition première du décollage économique. L'assimilation sur une vaste échelle des nouvelles opportunités offertes par le développement prodigieux de nouvelles technologies aidera, nous en sommes persuadés, à réduire l'écart grandissant entre notre continent et le reste du monde.

Monsieur le Président,

L'éducation et la santé figurent parmi les principaux Objectifs du Millénaire pour le Développement. La République centrafricaine nourrit l'ambition d'œuvrer à leur réalisation à l'horizon 2015. Nous savons que rien de durable ne sera bâti sans le renforcement des capacités nationales. L'enracinement de la démocratie, l'élargissement d'une culture de dialogue et de tolérance, loin de la haine tribale et des fanatismes, ne seront possibles qu'avec des populations éduquées, capables de saisir les véritables enjeux, de juger en toute connaissance de cause et donc de prendre du recul par rapport à toutes les formes d'embrigadements.

Il est un Objectif qui nous paraît également essentiel à réaliser : c'est la place nouvelle que nous devons faire à la femme centrafricaine dans nos programmes de développement. L'expérience tirée de la vie politique de notre pays depuis l'indépendance confirme que jamais nous n'avons vu la femme s'engager dans des actions guerrières. Force indéniable de paix, la « moitié du ciel », pour parler comme nos amis Chinois, est celle qui entretient et garantit la vie et l'espoir quand nous autres les hommes sommes occupés par nos jeux de massacres. Sans la contribution de la femme pour assurer le minimum vital en ville ou dans les zones rurales, les effets des crises seraient sans aucun plus désastreux. C'est pourquoi il est légitime de penser qu'éduquée et responsabilisée, la femme ferait des étincelles dans les efforts de développement du pays. Notre Dialogue National, organisé en septembre et octobre 2003, a fortement insisté sur la place nouvelle que l'Etat doit faire à la femme, comme d'ailleurs aux jeunes.

Monsieur le Président,

Pour avoir terriblement pâti des soubresauts de ces dernières années, le peuple centrafricain aspire sincèrement à la paix et à la stabilité. Il est déterminé à assumer toute sa part d'efforts et de sacrifices pour tourner définitivement le dos à un passé qui lui a causé beaucoup de torts.

Il a besoin de la compréhension et du soutien de ses partenaires en tête desquels il y a l'Organisation des Nations Unies.

Je vous remercie.